

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4014 - Jeudi 02 Décembre 2021 - Prix : 200 Fc

PÉNURIE DE GASOIL DANS LES STATIONS SERVICES

La SCH parle d'un problème de distribution des produits



JOURNÉE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

**Le pays enregistre
7 nouveaux cas en 2021**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Décembre 2021**

Lever du soleil:

05h 30mn

Coucher du soleil:

18h 19mn

Fadjr : 04h17mn

Dhouhr : 11h 59mn

Ansr : 15h 34mn

Maghrib: 18h 22mn

Incha: 19h 36mn



VOIRIE URBAINE

Les travaux de la voirie de Mutsamudu vont bon train

Dans le quartier sud de Mutsamudu, Chiwe, les travaux de la voirie ont débuté mardi dernier. Dans l'ouest, quartiers Bodza et Mjimvia, les routes secondaires sont presque en voie de finition. Et la semaine dernière, le chef de l'Etat a visité les travaux pour constater l'avancement. Les remerciements et les doléances pleuvent en même temps sur ces chantiers en cours.



Un milliard de francs est le montant global du projet, confié à une société chinoise. Le PLU (Plan local urbain) est contesté par une partie des habitants qui s'interrogent sur deux voies importantes. « C'est un vrai désenclavement si on fait cette voie », témoigne les habitants du quartier Chiwe qui soutiennent à fond le projet. Pour Said Hamza et Salim

Bombo chefs des quartiers Hapandre et Chiwe, ce que le président Azali Assoumani est en train de faire dans l'île d'Anjouan est

remarquable. « Azali est en train de nous bâtir et on voit de l'espoir. On a tant rêvé et les discours politiques n'ont pas manqué avant lui, nous

sommes reconnaissants », disent-ils.

Grâce à ces voiries, plusieurs quartiers seront fluides dans les mois à venir. Toutefois, un vrai casse-tête chinois empêche toujours la circulation. Les garages au bord des routes constituent une épineuse problématique. Pour les carcasses et les épaves, la mairie ne cesse de les retirer des voies mais la tâche n'est pas mince. Les bénéficiaires directs des travaux de voirie en cours apportent une mention particulière aux efforts fournis. « C'est un symbole fort. La route passe devant ma porte et désenclave des quartiers habités très peuplés. Un signe clair et net de l'émergence », souligne Yasmine Hassane Alfeine, patronne d'un hôtel à Mutsamudu (Haibara). Elle de rajouter que : « Aider le chef l'Etat à réaliser plus est un outil capital pour l'émergence. Un vrai

développement économique passe évidemment par une infrastructure routière aux normes ».

En restant dans le quartier Bedza, des citoyens montrent que la voie qui mène vers Hombo en passant par Bandrankowa-Ntsantsani vers Bedza est une voie qui désengorgera sérieusement Mutsamudu. « Tout est possible et la boucle doit être bouclée en réalisant ce tronçon qui va relier deux gros secteurs de la capitale vers Bandrani », avance un jeune du quartier. La Mairie tire la sonnette d'alarme contre les destructeurs des routes sous prétexte qu'on veut passer un tuyau d'eau. Et c'est en premier la SONEDE qui est indexé. En général, plusieurs citoyens rencontrés et interrogés laissent entendre qu'un intérêt commun n'a pas de parti politique.

Nabil Jaffar

SANTÉ PUBLIQUE À MOHÉLI

Le patient doit payer 6000 FC pour son transfert du CSD au CHRI

Le centre de santé de district (CSD) de Djando a tenu son assemblée générale annuelle dimanche dernier, sous la supervision du projet COMPASS. C'était l'occasion pour les responsables, les agents et tous ceux qui sont impliqués dans le fonctionnement du CSD de faire le bilan, soulever les difficultés rencontrées et proposer des solutions. C'est dans le but d'améliorer la prise en charge des patients.

Dans ses objectifs d'améliorer les soins de santé primaire, le projet COMPASS prend la charge d'organiser chaque année les assemblées générales au niveau des Centres de Santé de District (CSD). À Mohéli c'est le CDS de Wanani dans le plateau de Djando qui a donné dimanche dernier le coup d'envoi. Cette assemblée a pu regrouper les responsables insulaires du projet COMPASS, le personnel soignant ainsi que les associations communautaires de la région.

Plusieurs questions ont été soulevées lors de cette rencontre annuelle notamment l'accueil des patients dans ce centre ainsi que leur transfert de Wanani vers le CHRI de Fomboni et surtout les ressources financières pour le fonctionnement de cette structure. « En cas d'un transfert d'un patient du CSD vers le CHRI de Fomboni, c'est au patient d'assurer la charge, soit 10L d'essence pour le transport de l'ambulance qui coûte au mois 6000 fc. Ce qui est difficile pour les patients. Raison pour laquelle beaucoup de malades préfèrent rester chez eux plutôt que de se rendre à l'hôpital » déplore Dr Ali Attoumane Madi, médecin traitant du CSD de Wanani.

Il est à noter que ce CSD accueille des patients venant des 7 villages qui composent la région de Djando. Il est en plein chantier de réhabilitation grâce à l'appui technique et financier du projet Pasco, relayé par le projet d'Approche Globale de Renforcement du Système de Santé (COMPASS).



Néanmoins ce centre de district rencontre d'énormes difficultés liées à la prise en charge des patients, mais aussi au fonctionnement du personnel.

Un autre problème majeur lié aux ressources financières du fonctionnement de ce centre de santé a été également souligné. Les recettes propres de la pharmacie sont censées recouvrir toutes les dépenses internes du centre telles que la régularisation des factures d'eau, d'électricité et autres. Ce qui n'est pas le cas car, selon les responsables, la pharmacie n'arrive pas à joindre les deux bouts pour répondre aux attentes de la population locale.

L'on notera également que les chambres d'hospitalisation, selon un responsable d'association, ne sont pas classées en fonction du genre, ce qui ne met pas à l'aise certaines personnes. Pour remédier à ces incom-

modités, la mise en place d'une mutuelle de santé et d'une caisse sociale a été envisagée en attendant bien-sûr l'aide du gouvernement. La création de cette caisse sociale qui sera, selon les intervenants, sous l'œil des associations communautaires, reste un espoir pour améliorer cette situation.

Riwad

SOCIÉTÉ

Les vendeurs de Volo Volo se disent abandonnés par la mairie

Renvoyés par la mairie de Moroni après avoir été contraints de payer des tickets alors qu'ils ont perdu la majeure partie de leurs marchandises dans un incendie la semaine dernière, des vendeurs du marché de Volo-Volo demandent des comptes et parallèlement la sécurisation de leurs marchandises.

Vent debout, les vendeurs et vendeuses de Volo-Volo ont pris d'assaut la mairie de Moroni lundi 29 novembre dernier. Ce soulèvement intervient à la suite de l'incendie qui s'est produit la nuit du vendredi 26 novembre dernier et qui a brûlé la totalité de leurs fripe-

ries. Ces derniers se sont rendus à la mairie de Moroni pour demander des comptes. « Nous sommes venus demander des explications à la mairie. On nous a dit de ne pas payer des tickets et soudainement, on nous oblige à le faire. Un de nos coéquipiers a été amené à la mairie.

Pourtant nos condiments s'envolent chaque jour », lance une des vendeuses, avant d'ajouter que « nous avons eu des discussions avec le ministère de l'intérieur et ils nous ont promis de trouver des solutions pérennes rapidement ».

Choqué par l'attitude de la mairie qui les a ignorés et chassés comme des intrus, les vendeurs et vendeuses n'en reviennent pas. « Une fois arrivés sur les lieux, nous avons été chassés comme des moins que rien et pourtant nous sommes

dans notre droit », précise un manifestant. Selon eux, cela fait plusieurs mois que leurs marchandises sont volés, des grandes pertes pour les vendeurs de toutes catégories. « Pourquoi on nous oblige à payer des tickets après avoir perdu notre gagne pain. Nous voulons qu'on sécurise nos affaires. Malheureusement, la mairie s'en fout de nous. Ils ne nous ont même pas écouté », martèle un autre vendeur.

Surprenant encore, samedi der-

nier, le secrétaire général de la mairie de Moroni Maoulid Ben Housseine avait annoncé l'ouverture d'une enquête afin d'élucider cette affaire. Il faut croire qu'il s'agit d'un vœu pieu, car c'est la même mairie qui a mis dehors ces vendeurs. Jusqu'à présent, il est impossible de quantifier la valeur des produits détruits par l'incendie.

Andjouza Abouheir

PÉNURIE DE GASOIL DANS LES STATIONS SERVICES

La SCH parle d'un problème de distribution des produits

De nombreux automobilistes ont des soucis ces derniers jours pour faire le plein en gasoil, dans les stations de service de la capitale. D'après une source de la société comorienne des hydrocarbures, les 16 tonnes de produits pétroliers déchargées en septembre dernier ne sont pas encore épuisées, tout en reconnaissant en revanche des difficultés de distribution dans les stations de service.

Depuis quelques jours, certaines stations service ont du mal à répondre aux besoins des automobilistes. Une situation qui a vite provoqué un mouvement de panique chez de nombreux consommateurs craignant le spectre

d'une nouvelle pénurie des produits pétroliers. Alors que rien ne manque, selon une source de la société des hydrocarbures (SCH). « La population sait que c'était tout récemment que nous avons déchargé 16 tonnes de produits pétroliers.

Il est donc impossible que nous soyons déjà confrontés à une autre crise », confie notre source. Et lui de concéder que « c'était juste des problèmes liés à la distribution des produits dans les stations services. Mais c'est déjà presque réglé », promet-il pour rassurer les citoyens.

Le fait que plusieurs automobilistes se sont précipités devant les stations services, engendrant des files d'attente interminables hier mercredi jusqu'en milieu de journée, s'expliquerait par la panique.

Car lorsque la société des hydrocarbures est confrontée à cette difficulté de distribution les livraisons sont très limitées. « A chaque fois qu'on a des soucis de ce genre, car ils sont fréquents, professionnellement on hiérarchise les besoins prioritaires. Et la SONELEC est prioritaire dans ce cas de figure pour éviter une coupure d'électricité. Et puisqu'on a parfois du mal à faire la livraison pour la totalité des stations services, beaucoup de véhicules attendent leur tour ce qui alimente un vent de

panique », explique-t-il.

Toutefois, notre interlocuteur rassure que les citernes disposent d'une quantité suffisante d'hydrocarbures qui peuvent couvrir les besoins des citoyens jusqu'à la prochaine cargaison. « Donc je voudrais démentir toute idée de pénurie des produits pétroliers dans le pays. Encore une fois, c'était un souci de distribution », rassure-t-il.

Kamal Gamal

JOURNÉE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Le pays enregistre 7 nouveaux cas en 2021

Sur une projection de 143 cas, le pays a réussi à identifier 90 personnes atteintes du sida, soit neuf nouveaux cas et un décès depuis 2020. Encore une fois, l'OMS recommande aux gouvernements d'accorder la priorité à l'investissement dans la santé notamment la riposte contre le sida.

C'est sous le thème « Mettre fin aux inégalités, mettre fin au Sida, mettre fin aux pandémies » que la journée internationale de la lutte contre le sida a été célébrée hier 1er décembre dans le monde. Aux Comores, du 22 au 30 novembre, des activités sur le terrain ont été menées par les différentes ONG et la direction de la lutte contre le Sida. Le directeur de la lutte contre le sida, Soulaïmana Issouf fait savoir que les estimations du

logiciel de l'ONU Sida prévoit 143 personnes porteuses du VIH 2019 et le pays a réussi à identifier 90. Sur les 90 personnes, certaines sont introuvables et d'autres ne suivent pas le traitement. Un problème majeur pour le pays. « Le pays totalise 90 personnes dont 9 patients et un décès depuis 2020 à ce jour », souligne-t-il, avant d'ajouter que « ceux qui sont pris en charge, le pronostic n'est pas engagé ».

De son côté, le ministère de la santé fait savoir que le défi pour le pays est d'éliminer le sida d'ici 2030. Le rapport de l'ONU sida 2019 estime que 16,5% des personnes vivant avec le VIH aux Comores ne connaissent pas leur statut sérologique. « 80% des patients VIH sous traitement et avec ces personnes, le virus devient inactif dans leurs corps », avance le secrétaire général de la

santé, Aboubacar Said Anli, avant d'annoncer que « de 2016 à 2020, le pays enregistre en moyenne annuelle, sept nouvelles infections. Le gouvernement comorien exhorte les acteurs au renforcement des actions dans les centres de dépistage pour combler ce gap ».

A l'occasion de cette journée le docteur Moeti Matshidiso explique que le thème choisi a un écho singulier près de deux années après le début de la pandémie de coronavirus. « Nous ne pouvons pas suffisamment exprimer notre soutien aux personnes vivant avec le VIH, surtout dans un contexte où nous connaissons les effets négatifs que les obligations liées à la lutte contre la COVID-19 ont eus sur le traitement et les soins dans toute l'Afrique. Au moment où nous rendons hommage à celles et ceux qui

ont perdu la vie à cause du sida cette année, nous reconnaissons par la même occasion la très lourde charge de mortalité due à la pandémie de COVID-19, qui continue de faire des victimes », dit-elle.

Selon elle, il est peu probable que le continent dans son ensemble parvienne à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, car « nous n'avons pas atteint la cible fixée pour 2020, qui était de réduire de 75% les nouvelles infections par le VIH et de 81% les décès liés au sida. Malgré les proportions très élevées de personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut sérologique, et les taux de traitement, les nouvelles infections par le VIH et les décès liés au sida ne diminuent pas concomitamment ». « Il reste essentiel pour nous d'atteindre ceux qui alimentent l'épidé-

mie, en remédiant aux inégalités persistantes dans la fourniture de soins et d'interventions de qualité », ajoute-t-elle. Elle exhorte les gouvernements à accorder la priorité à l'investissement dans la santé en vue de mettre en route des ripostes impulsées par les communautés, fondées sur les droits humains et portées sur la transformation axée sur l'égalité des genres.

Le 1er cas du Sida a été déclaré en 1988 et le pays présente un faciès épidémiologique toujours actif et une prévalence de 0,03% contrairement à l'année dernière où la prévalence était de 00,5%. 30 nouveaux cas ont été identifiés en deux années, soit un cumul de 282 et 3 décès.

Andjouza Abouheir

ENERGIE

Les problèmes de carburant refont surface à Mohéli

Après quelques mois d'apaisement pour les conducteurs de voitures et motards, les files d'attente ont repris de plus belle devant les stations services à Mohéli. À la direction régionale des hydrocarbures on rassure que c'est juste un petit souci mais tout rentrera dans l'ordre dans les jours qui viennent.

Ce mardi plus d'une centaine de voitures et motos font la queue depuis 7h du matin jusqu'à midi. Chacun attend désespérément son tour. L'essence, le gasoil et le pétrole lampant se font de plus en plus rares. Pourtant les besoins des usagers de la route, ceux de la mer ainsi que les entreprises augmentent ces dernières années. Le site de stockage fait encore défaut. « Il ne se passe pas deux mois sans qu'il n'y ait rupture de stock de carburant et le plus souvent de l'essence, ce qui paralyse les activités économiques dans l'île », constate un chauffeur de taxi qui a passé toute sa journée dans la sta-

tion service Yousna dans l'espoir d'obtenir 20 litres d'essence.

Contacté par nos soins, le directeur régional des hydrocarbures Loufî Atoumane n'est pas joignable. Un autre responsable de cette direction fait savoir que c'est juste un petit souci car la quantité disponible est suffisante. « Chaque jour il y a au moins une station qui reçoit ces produits », avance-t-il

avant d'ajouter que « le navire Bima est censé partir ce jeudi à Anjouan pour aller embarquer du carburant ».

Ce responsable rassure en plus que le grand bateau est arrivé à Moroni le 16 du mois de novembre donc « il n'y a aucun souci de carburant dans le pays et il ne devait pas y en avoir » persiste-t-il. « Notre seul espoir repose sur la fini-

tion du dépôt des hydrocarbures de Hoani » dira un autre chauffeur. Pour les autorités politiques, le projet de finalisation du dépôt de Hoani est toujours dans le programme du plan Comores émergent, et aucune date n'est connue pour le démarrage des travaux.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SOCIÉTÉ

Le gouverneur Anissi met en place une caisse de solidarité

Le gouverneur de l'île d'Anjouan vient de mettre en place un fonds de solidarité pour accompagner l'administration de l'île, mais aussi des œuvres sociales. Deux arrêtés sont pris le 18 novembre 2021 par le chef de l'exécutif pour instituer ce fonds et mettre en place une direction des ressources humaines.

Dans l'élan de la philosophie d'excellence, l'autonomie financière est obligatoire pour pouvoir financer des projets conçus dans le cadre insulaire. Et dans ce contexte le gouverneur de l'île d'Anjouan a signé le 18 novembre dernier deux textes pour la mise en place d'un fonds de solidarité et la création d'une direction des ressources humaines. Une idée appréciée par une partie des anjouanais. « Cette caisse de solidarité mise en place par arrêté pris par le gouverneur est une sorte de politique de solidarité et pour pou-



voir accompagner les œuvres d'intérêt général », indique un responsable de Dar Nadja.

Pour Anissi Chamsidine, sensible au fonctionnement de l'administration publique insulaire depuis

la révision de la constitution en 2018 et considérant que les programmes de développement qui ont été perturbés par la COVID-19, salue cette initiative de ses collaborateurs de lui soumettre pour signature ces deux textes : l'un instituant un Fonds de solidarité et l'autre relatif aux ressources humaines. « Ces deux institutions sont prévues dans la nouvelle constitution de 2018 en son article 99. Et la porte est ouverte à tout le monde. Des volontaires ont cotisé et d'autres cotiseront dès le paiement de ce mois de novembre », précise le porte-parole de Dar Najah. Selon lui, des institutions financières, des opérateurs économiques et des particuliers peuvent aussi contribuer à "cette noble initiative".

Les deux textes signés par le chef de l'exécutif d'Anjouan est appréciée par des désœuvrés, des chômeurs et même des élus locaux. « Je suis responsable d'une association caritative et nous œuvrons

pour l'environnement. Et je soutiens cette philosophie, car à Glasgow, le président de la République s'est engagé dans le combat contre le réchauffement climatique par le slogan « un comorien, un arbre » et ajoute que cete œuvre de reboisement doit être soutenue par toutes les forces vives, y compris ce fonds de solidarité », avance-t-il.

L'initiative est félicitée par Fayal Mohamed, le directeur de l'ANPI Anjouan. Pour lui, dans un autre angle, les micro-finances de l'île donnent déjà des bons exemples en termes de solidarité sociale. « Dans la situation actuelle liée au nouveau variant de Covid-19 (Delta), la solidarité et le soutien social de ces bienfaiteurs doivent être redoublés », indique-t-il.

Nabil Jaffar

HABARI ZA UDUNGA

La théorie du petit caillou

Il n'est pas rare de voir au bord de la route, face au trottoir, juste après la pluie, un petit caillou placé devant un nid de poule. Son objectif est d'empêcher que la roue d'une voiture ne tombe dans le trou et ne fasse éclabousser l'eau, qui la plupart du temps mouille un passant ou rentre par la porte d'un magasin situé à côté.

Cette façon de faire, correspond à nos comportements, dans notre manière de résoudre un problème. Nous préférons le plus souvent, le contourner, que d'y faire face et de trouver une solution durable, selon l'expression consacrée. Combien de fois, nous trouvons des piliers qui retiennent une maison en train de s'effondrer alors que des personnes habitent dedans.

On peut citer des exemples, qui vont dans le même sens, à savoir

que nous préférons retarder la recherche de solutions pérennes, nous contentant le plus souvent de palliatifs. Ce que nos lointains cousins gaulois appellent un cautère sur une jambe de bois. En clair, nous devons prendre conscience du temps que nous perdons, en recherchant des solutions de facilité, qui à la longue nous apportent plus de problèmes que nous en avions au départ. Nous sommes surtout connus pour être le pays des urgences car cela nous permet, le plus souvent, de n'avoir pas à rendre des comptes, du moment où il fallait parer au plus pressé.

Toutefois à l'heure des grands réseaux de communications, quand nous voyons les combats à fleurets mouchetés nos deux opérateurs et de leur régulateur, il y a de quoi se poser des questions, sur notre capacité à sortir de la fracture numérique. L'efficacité ne peut pas toujours être jugée en termes finan-

ciers. Il faudrait aussi, s'interroger sur la rentabilité en termes d'utilité pour nos concitoyens. Ce qui est loin d'être le cas chez nous.

Aussi l'on se demande si la solution viendra de tous ces politiciens qui à force de retourner leur veste, on a le plus grand mal à distinguer les couleurs. Même si aujourd'hui, l'on constate que par-

tout dans le monde, la bonne gouvernance peine encore à se mettre en place, il n'en demeure pas moins qu'avec une dose de bonne volonté, on pourrait faire avancer les choses dans les îles de la lune.

Nous devons sortir de la théorie du petit caillou et oser proposer des solutions à la mesure des attentes de notre jeunesse et de l'ensemble de

notre population. Car nous ne pouvons pas éternellement rester l'homme malade de l'océan indien et nous rappeler cette maxime de Sénèque "Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va".

Mmagaza

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

VARIANTS DE LA COVID-19

ARRÊTEZ LA PROPAGATION !

Le variant Delta de la COVID-19
provoque plus de formes graves
de la maladie que la souche originale.

Lavez-vous les mains fréquemment

Faites-vous vacciner quand c'est possible

Évitez les lieux fréquentés ou clos

Portez un masque

Restez à au moins 1 mètre des autres

Organisation mondiale de la Santé
Africaine